



Communiqué de presse

Cadeaux d'anniversaire pourris du Gouvernement Fédéral aux CPAS et aux allocataires sociaux ... et à toute la société !

En général, lorsqu'un anniversaire se profile, la bienveillance prévoit un cadeau qui met du baume au cœur, qui améliore une situation, qui fait plaisir, et parfois qui répare ! Manifestement le Gouvernement Fédéral, dont le Ministre Borsus en charge des CPAS, n'a pas la même vision du cadeau. Alors que cette année se fête le 40^{ème} anniversaire de la Loi organique des CPAS, l'avalanche des décisions toutes plus imbuables les unes que les autres se prennent, se succèdent, s'annoncent ! Tant le contenu que l'emballage sont imbuables.

La généralisation du PIIS, plan individualisé d'intégration sociale, et la perspective d'un « service communautaire » presté par les allocataires sociaux sont des coups de canifs dramatiques dans l'organisation de la solidarité collective, dans la conception du travail social et de l'accompagnement social. C'est un coup de poignard dans le dos de la lutte contre la pauvreté. C'est un fameux croche-pied dans une déstructuration accrue du travail de qualité. Comme si la machine à excluir du chômage les « excédentaires » produits par le marché de l'emploi ne suffisait plus, ils offrent la centrifugeuse au CPAS ! Qui aime bien châtie bien dit-on... ici pas question d'amour mais de cynisme et de mépris.

En dépit de nombreux avis, de toutes les critiques et même des résultats de l'étude que lui-même a commandée¹, le Ministre de l'Intégration sociale s'obstine dans une direction qui va appauvrir des personnes, des ménages, des communes. Les experts qui ont réalisé cette étude concluent qu'une généralisation du PIIS est *“risquée”*, elle pourrait être *“une porte ouverte à des pratiques arbitraires et discrétionnaires des CPAS envers les usagers, au gré des impulsions politiques locales.”* L'étude souligne que si le PIIS devient une condition de l'octroi du revenu d'intégration, il risque de se transformer *“en instrument de précarisation et d'exclusion de ce qui constitue dans notre système social le dernier filet.”* S'il fallait envisager une extension du PIIS à des fins d'activation sociale, ce que le RWLP réfute, il faudrait souligner les chercheurs *“découpler le contenu du projet individualisé de l'octroi ou du maintien du revenu d'intégration et de la possibilité de sanction financière. Un PIIS pouvant donner lieu à des sanctions financières serait éthiquement peu défendable et pratiquement contre-productif.”* Enfin, 72% des CPAS interrogés estiment que ce service

¹ Le Projet Individualisé d'Intégration Sociale. Recherche évaluative et prospective au sein des CPAS belges. Abraham Franssen & Kristel Driessens. Recherche commanditée par le SPP Intégration sociale, Cahier spécial des charges MIIS 2015-05 https://www.mi-is.be/sites/default/files/documents/piis_rapport.pdf

communautaire ne doit pas être rendu obligatoire et que 60% sont contre l'idée que le non-respect soit sanctionné. Pourquoi avoir financé une telle étude pour fouler au pied ses résultats et donc les avis des professionnels du secteur ?

Non content de cela, le Ministre envisage de poursuivre en mettant en place un "service communautaire" dit volontaire mais intégré dans le PIIS ! Comment le terme volontaire peut-il coexister avec contrainte et sanction ? Il faudra nous expliquer Monsieur le Ministre. Comment ne pas penser que très rapidement des emplois publics, déjà actuellement fragilisés/réduits par la tournante des personnes en contrat d'emplois en Art.60, le seront encore plus à travers ces "services communautaires" qui ne coûteront rien à l'employeur ?

Ne nous trompons pas, ce qui se décide pour les CPAS et les allocataires sociaux a déjà, et aura encore, des conséquences pour l'ensemble de la chaîne de l'emploi, sur l'appauvrissement des ménages concernés, des CPAS et des communes, et donc sur la consommation directe. Vos mesures vont affecter encore un peu plus le vivre en famille, le vivre en société, le vivre ensemble. Ne nous trompons pas, l'ensemble de ces mesures vont affecter l'emploi, le volontariat, le bénévolat, le travail... pour conduire vers un esclavagisme galopant.

Le seul cadeau digne de ce nom Monsieur Borsus serait d'ouvrir la porte au dialogue avec toutes les parties, singulièrement les populations concernées par l'appauvrissement et l'exclusion, pour débattre des meilleures procédures à mettre en place dans le but d'offrir les conditions de sortie réelle de la pauvreté. Une cerise sur le gâteau serait de reconnaître qu'une Déclaration de politique fédérale n'est jamais immuable.

Contacts :

Secrétariat du RWLP : 081/31.21.17

Christine Mahy : 0498/44.82.38